

Approvisionnements d'énergie—Loi

ne veut pas d'une économie à base de prospérité et de crise. Il a droit à une réponse, je crois. C'est un des secteurs dont il faut s'occuper.

J'aimerais pendant un instant aborder un autre sujet qui me tient bien à cœur mais que je ne connais pas très bien. Récemment j'ai eu l'occasion de visiter Terre-Neuve et de m'entretenir avec le ministre des Mines et des Ressources. L'autre jour j'ai trouvé sur mon pupitre un mémoire adressé «A tous les députés de Terre-Neuve et à Max Saltsman». Je suppose donc que ma visite a fait de moi une sorte de membre honoraire de ce ministère.

Le gouvernement fédéral a pitoyablement exploité les ressources au large de la côte est. Je ne veux pas réciter la litanie des sommes dérisoires que nous avons réclamées pour la cession des terres ou pour les droits de forage. Il demeure que le gouvernement n'a pas coopéré. Il ne s'agit pas de savoir si le partage devrait se faire à parts égales. Je ne pense pas que les habitants de la côte est contestent vraiment la question de compétence. C'est la mise en valeur qui soulève leurs protestations. Ils y voient une occasion d'améliorer leur mode de vie non seulement avec les redevances que leur procurera le pétrole mais avec les possibilités qu'offre la mise en exploitation.

● (1630)

Ils veulent que ce soient leurs universités qui soient chargées du travail plutôt qu'un établissement quelconque au Texas, par exemple. Ils veulent que le travail par ordinateur se fasse dans leur province, et ils ont des gens qui peuvent le faire, au lieu d'envoyer les données à New York pour les faire analyser. S'il faut des experts, il faudra peut-être un peu plus de temps pour former les gens de la côte est parce qu'ils ne connaissent le pétrole que depuis peu, mais ils ont prouvé qu'ils peuvent et veulent apprendre. Ils désirent que les installations soient construites chez eux.

C'est pour cela et non parce qu'on peut tirer du pétrole ou du gaz de l'océan et l'expédier ailleurs que l'exploitation des gisements est valable. Ce dernier aspect aussi est valable, mais il me fait penser à ce que John Maynard Keynes disait à Roosevelt à propos de la façon de mettre fin à la dépression. Il lui parlait de financement déficitaire et Roosevelt, pendant les années 30, préconisait un budget équilibré. Si je ne m'abuse, Keynes s'apprêtait alors à retourner en Angleterre. Roosevelt lui dit: «Vous avez certainement quelque chose à nous dire. Vous êtes aux États-Unis depuis quelque temps déjà. Que pouvons-nous faire?» Keynes lui répondit: «Vous connaissez les mines de charbon abandonnées de la Virginie? Si vous voulez mettre fin à la dépression, prenez un certain nombre de boîtes de métal, mettez un billet de \$1 dans chacune et mettez les boîtes au fond de la mine. Ensuite, engagez beaucoup de gens pour remplir la mine et beaucoup de gens pour y creuser et trouver les billets de \$1. Quand ils les auront trouvés, la dépression sera terminée.» Cette anecdote assez amusante renferme beaucoup de vérité.

D'une certaine façon, l'exploitation des gisements de pétrole, l'extraction en soi, la formation des employés et la construction des installations nécessaires contribueront peut-être plus à l'expansion économique des Maritimes que la découverte de pétrole elle-même. C'est là toute la question et le gouvernement fédéral n'en a pas tenu compte jusqu'ici. Il devrait organiser des rencontres avec les responsables à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse afin de prendre une décision à ce sujet.

Monsieur l'Orateur, je vois que mon temps expire bientôt. Si vous voulez bien patienter encore un peu, je termi-

[M. Saltsman.]

nerai en remerciant les députés d'avoir bien voulu écouter ce que j'avais à dire. J'ai souvent bien aimé les interjections qui m'ont fourni l'occasion d'échanger certains mots, bons ou mauvais, avec d'autres députés. Mais c'était pour moi une occasion où je tenais à dire que c'est un programme rempli de promesses que nous saurons résoudre non seulement la crise de l'énergie au Canada mais aussi les nombreuses autres questions non encore réglées, tout en accomplissant quelque chose d'important pour la cause de la Confédération.

L'hon. Bryce Mackasey (Verdun): Monsieur l'Orateur, je commencerai d'abord par féliciter le député de Waterloo (M. Saltsman), car je voulais calmer la tempête par des paroles conciliantes, mais elles ne conviendraient pas présentement. J'ose espérer que son discours donnera le ton au reste de ce débat dont nous voulons presque tous voir la fin. A mon avis, peu importe la cause du problème, nous voyons tous la nécessité d'établir un système quelconque de répartition pour les mois d'hiver de sorte que les gens qui ont besoin du pétrole disponible obtiennent la priorité. Il ne faut pas que seuls ceux d'entre nous qui ont accès au marché noir ou qui jouissent d'une certaine influence aient une priorité qui revient à la majorité silencieuse, notamment la population de l'est du Canada.

Essentiellement, la raison d'être de l'office de répartition c'est purement et simplement de veiller à ce que, en cas de disette, les réserves soient distribuées à ceux qui méritent d'avoir la priorité, à savoir les moins nantis, les gagne-petit, ceux qui ont besoin de fuel pour se chauffer, plutôt que ceux qui utilisent l'essence pour les promenades en auto.

Hier soir, le député de Central Nova (M. MacKay), a prononcé un discours qui portait à réfléchir. Sans partager ses vues, loin de là, j'ai été fort impressionné par ses qualités d'orateur, par le ton très modéré qui était le sien et qui prouvait qu'il connaissait bien la Chambre des communes, qu'il était à même de faire valoir un argument sans s'emporter, ce qui, je l'espère, reste l'une des caractéristiques d'un bon parlementaire.

Je crois que le député de Waterloo, en prononçant son discours sur l'unité nationale a, en même temps, et fort astucieusement, tenté de rectifier certaines fausses impressions qu'a pu laisser le premier ministre de la Saskatchewan, dans son allocution d'hier soir. Rien n'est plus normal et c'est ainsi que cela doit se passer car, pour ceux d'entre nous qui siègent ici depuis 13 ans, et qui ont siégé en 1960, 1961 et 1962, ce problème avait une autre connotation, et nous aurions dû nous préoccuper du problème dont a si éloquentement traité le député de Waterloo, à savoir celui de l'unité nationale.

Mon rôle a été assez exceptionnel, en ce sens que je faisais partie d'une poignée, d'un tout petit noyau devrais-je dire, de députés anglophones venant de la province de Québec. A l'époque, nous nous trouvions dans une situation assez exceptionnelle: nous étions parfois les seuls à défendre, au cours de la même matinée, la position fédérale au caucus du Québec et le point de vue du Québec au caucus fédéral. Ce n'est pas le plus facile des rôles pour un député et il n'a pas été le mien uniquement. Le député de Brome-Missisquoi (M. Grafftey) est un autre qui, dans un certain sens, a toujours évolué dans l'une et l'autre des deux solitudes qu'a si éloquentement évoquées McLennan, il y a plus de trente ans.